

ÉDITORIAL

« Appuyez-vous sur la traduction. Votre tâche principale est l'instruction des enfants ».

« Au départ de l'enseignement, il y a le fait que certains savent et d'autres pas ».

« Un maître a besoin d'autorité ».

Les petites phrases de rentrée de M. Chevènement n'ont pas manqué.

Indéniablement, elles ont contribué à créer un climat. Ceux qui, à l'innovation préfèrent la tradition, s'en sont sentis ragaillardis.

Il est paradoxal de voir que le soutien à « l'élitisme républicain » qu'affectionne le ministre, vient essentiellement des milieux conservateurs qui s'accommodent le mieux des insupportables inégalités devant le savoir dont le collège est le révélateur essentiel. Le ministre a sifflé la fin de la grande récréation, soupire soulagé, le président de la société des agrégés. Cet apparent désaveu d'innovations pédagogiques au profit de l'acquisition des savoirs n'esquisse-t-il pas un retour de balancier ?

On ne peut attendre rien de bien constructif d'une nouvelle résurgence de l'opposition entre savoir et pédagogie. Le développement des sciences de l'éducation, les apports de la recherche (à l'I.N.R.P. ou dans les mouvements pédagogiques) ont pourtant permis de dépasser ce clivage entre les savoirs et les méthodes.

La pédagogie n'est ni un art réservé à une élite, ni un artifice pour éviter le nécessaire examen attentif des contenus et de leur acquisition. La pédagogie a pour finalité de faciliter les apprentissages fondamentaux et de les rendre plus efficaces. La psychologie des apprentissages, la didactique des disciplines, la connaissance des situations de communication, l'utilisation des technologies modernes, sont d'autant plus importantes que le savoir et son acquisition par les jeunes sont des notions complexes.

S'il existait des méthodes simplistes pour que les jeunes apprennent mieux, 25 années de collège unique auraient permis de les généraliser. Les appels à l'effort, lancés régulièrement, n'ont pas suffi à construire le collège de la réussite. L'effort n'est rien s'il est assorti de méthodes inefficaces ; il ne peut porter pleinement ses fruits que s'il s'accompagne d'une conception moderne de l'éducation et de l'enseignement. Or, on ne pourra moderniser ces conceptions en se crispant sur les modèles du passé. L'élitisme républicain correspond à des méthodes et à une conception du savoir marquées par leur époque, par leur public, par un contexte socio-culturel et politique radicalement différents de ceux que nous connaissons aujourd'hui.

En affirmant que « l'objectif prioritaire du gouvernement en matière d'enseignement... est la réduction des inégalités sociales et la lutte contre l'échec scolaire », l'originalité de la politique conduite par M. Savary s'affirmait clairement en liant l'inégalité devant l'école aux inégalités sociales. A travers les zones d'éducation prioritaire (Z.E.P.), les projets d'actions éducatives (P.A.E.), les projets d'établissements, les orientations de cette politique consistaient notamment à mieux prendre en compte à l'école, les réalités de la vie et de l'environnement socio-culturel des jeunes d'aujourd'hui. Les références renouvelées à l'école de Jules Ferry ne risquent-elles pas de faire oublier ces impératifs ?

A la nécessité de la modernisation de notre système éducatif, il ne suffit pas de répondre par la modernisation des technologies (et on pense ici notamment à l'informatique). Les technologies ne pourront avoir des effets positifs que si elles sont mises en

œuvre dans des perspectives culturelles cohérentes, sur des méthodes et avec des contenus eux-mêmes modernisés. En somme, une technologie nouvelle sur la base de conceptions archaïques ne peut que reproduire l'ancien élitisme.

Enfin, il faut dire que la rénovation des conceptions éducatives ne s'accompagne nullement d'un laxisme généralisé ou latent, notamment de l'abandon des notions d'effort, de savoir, de compétence. Une école moderne n'a pas à rejeter une éducation du travail. Une école moderne ne refuse pas les exigences, elle vise à ce que les exigences soient mieux adaptées à la vie et aux jeunes, qu'elles soient en partie élaborées coopérativement, donc qu'elles soient mieux perçues et mieux vécues.

Loin de sacrifier aux nouvelles exigences sociales d'élévation du niveau culturel et de qualification professionnelle, le souci de transformer l'école tant dans son esprit que dans ses structures pédagogiques en est au contraire la condition sine qua non.

Pédagogie et compétence, savoirs et méthodes, n'ont pas à être opposés. Ce qui s'oppose, c'est la crispation sur des méthodes du passé inadaptées à leur temps et le mouvement de l'avant pour construire un collège de la réussite, grâce à des conceptions modernisées assorties de moyens modernisés.

C'est en développant nos propres capacités d'autonomie et de responsabilités et en faisant l'usage de la liberté d'abord pour nous-mêmes que nous apprenons à imaginer les solutions pratiques qui concilient liberté et exigences, autonomie et responsabilité avec apprentissage. C'est parce que cet appel, pour une fois depuis tant d'années, ne s'est pas résumé à des mots que nous avons pu le prendre au sérieux, tout en mesurant la responsabilité et la confiance qu'il suppose dans les hommes et les femmes qui sont chargés sur le terrain de « faire l'école ».

Va-t-on revenir à l'incohérence des politiques scolaires d'antan, où chaque nouveau venu rue de Grenelle entendait marquer l'histoire en laissant son nom à une réforme ou à un projet de réforme ? Une époque où le corps enseignant ne prenait au sérieux aucun discours officiel sur la modernisation tant ils étaient en contradiction avec des politiques infantilisant les exécutants.

En juillet, M. Chevènement annonce son intention de régler rapidement le dossier brûlant de la laïcité. On pouvait penser, et cela a été dit, que la voie était enfin libre pour la modernisation du système éducatif. On imaginait que M. Chevènement pourrait s'engager d'un pas plus ferme sur un chemin esquissé, déjà banalisé par des expériences riches et des réussites encourageantes dans des collèges. Ses petites phrases ont pu paraître dictées par un souci tactique de « calmer le jeu ». Il est net aujourd'hui que M. Chevènement est tenté par des mesures simples et pratiques pour liquider ce qui avait été réalisé, pour tout recommencer à zéro sur des orientations plus conformes à ses idées.

Avons-nous encore le temps d'hésiter entre « l'élitisme républicain » et la république de la réussite ?

Entre la voie du progrès social et la tradition, il n'y a pas d'opposition pour ceux qui choisissent la modernité, il n'y en a que pour ceux qui ne veulent pas de l'une parce que l'autre suffit à leurs privilèges.

C.D.
4.1.85